Chasse gardée au salon Milipol 2019

LES MEMBRES de l'association spécialisée Action Sécurité Ethique républicaine (Aser) ont l'habitude, depuis 2011, de faire un tour au salon biennal Milipol, qui promeut toutes les nouveautés à destination de la flicaille, et qui doit ouvrir à Villepinte ce 19 novembre. Afin de vérifier si aucun matériel de police ou de sécurité exposé ne contrevient à la législation européenne.

Cet *« événement mondial de la sûreté et de la sécurité intérieure des Etats »*, qui a essaimé au Qatar et à Singapour, est organisé sous l'égide du ministère de l'Intérieur, de la police nationale, de la gendarmerie, mais aussi de Bercy, des douanes et de l'administration pénitentiaire…

Au rapport !

Lors de la précédente édition, en 2017, les militants d'Aser avaient ainsi repéré des matraques électriques ou des « poucettes » (carcans entravant les pouces), dont l'usage est interdit dans l'UE. Depuis 2015, les organisateurs de Milipol recevaient même ces bénévoles, qui leur signalaient leurs trouvailles. Mais, cette année, l'association s'est vu notifier un refus d'inscription : *« Votre profil ne correspondant pas aux critères exigés par le salon, ou faute d'informations trouvées par notre équipe sur vous »…*

Rien à voir, bien sûr, avec l'assignation du gouvernement au Conseil d'Etat – diligentée par la même assoce – pour avoir béni la vente d'armes à l'Arabie saoudite et aux Emirats, qui les utilisent, de fait, au Yémen contre des civils…

David Fontaine